

Projet Smité de gestion de l'environnement par Internet

• Objectif : aider les PME à intégrer la qualité totale

La première campagne d'information sur le projet euroméditerranéen Smité, nouvel outil de gestion de l'environnement des entreprises par Internet, a démarré, hier matin à Tunis, à l'initiative de la délégation de la Commission européenne à Tunis, de l'Agence de promotion de l'industrie (API) et de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Ulica).

Le projet Smité a pour objectif d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) des 9 pays associés au programme Meda (Tunisie, Syrie, Liban, Égypte, Jordanie, Palestine, Malte, Chypre et Turquie) à identifier, d'abord, leurs besoins dans le domaine de la gestion de l'environnement et à adapter, ensuite, des technologies appropriées devant les aider à améliorer leur compétitivité.

L'ultime objectif de Smité vise à développer à travers Internet un réseau méditerranéen de PME dans le domaine de la gestion de l'environnement, et ce, par le biais d'un réseau informationnel basé sur le web pour trois secteurs clés, à savoir la agroalimentaire, le textile et l'hôtellerie.

Couvrant les travaux de cette journée, M. Moncef Ben Abdallah, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, a relevé que le projet Smité illustre l'approche innovatrice, puisqu'il fournit à l'entreprise l'information et l'assistance en matière environnementale en se basant sur un système d'information interactif et multimedial via Internet.

L'ambition de la Tunisie, a indiqué le ministre, est d'orienter l'entreprise vers une démarche de qualité totale qui intègre la certification ISO 14000 et l'accréditation.

Enraciner une véritable culture

Dans ce contexte, M. Ben Abdallah a mis l'accent sur la prise en compte des standards environnementaux en Tunisie qui constitue l'outil nécessaire pour

gagner le pari de la compétitivité. Le principe de base de la stratégie tunisienne de développement est d'intensifier la participation de toutes les parties concernées à la préservation de l'environnement qui doit se faire à tous les niveaux et par la diffusion d'une véritable culture environnementale, a dit le ministre.

Quant au train de mesures adoptées par la Tunisie, il sera poursuivi et orienté, a indiqué le ministre, vers des solutions aux problèmes que posent les pôles industriels et l'assurance d'une meilleure gestion de toutes les formes de déchets, et ce, par le recyclage des déchets, l'application des principes «pollueur-payeur» et «producteur-récupérateur», la maîtrise des déchets dangereux et l'adoption d'une meilleure vision des procédures de fabrication, de distribution et de consommation pour limiter les produits générant des déchets pendant et après leur utilisation.

Au niveau de l'assainissement et du traitement des eaux usées, l'action vise l'amélioration du taux de raccordement au réseau public d'assainissement pour atteindre 87% en 2006 contre 82% en 2001, a ajouté M. Ben Abdallah.

D'autre part, le projet initié avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources hydrauliques et l'appui de la GIZ qui porte sur la mise à niveau des entreprises en prenant en compte les exigences environnementales, permettra d'intégrer l'outil de gestion environnementale dans la conception, la production et les services ainsi que la formation d'une expertise nationale dans le domaine de l'environnement.

Près de 100 MD

De son côté, M. Dionysis Assimakopoulos, coordinateur du projet Smité, a mis l'accent sur l'importance de la protection de l'environnement qui de-

meure une priorité pour les gouvernements européens et leurs partenaires de la rive sud de la Méditerranée ainsi que pour les communautés et les consommateurs.

Les PME ne sont pas exclues de cette démarche, a poursuivi M. Assimakopoulos, puisqu'elles sont appelées à améliorer leur compétitivité sans nuire à l'environnement. Dans le but d'inciter les PME à adopter une gestion de l'environnement qui peut sembler coûteuse pour certains, la Commission européenne a mis en place avec la collaboration de trois pays européens (Grèce, Allemagne et Danemark) et 9 autres de la région Meda (dont la Tunisie) le projet Smité afin d'aider les PME à introduire des pratiques de production propre.

Le nœud informationnel basé sur le web regroupant les PME des différents pays partenaires saura, a relevé M. Assimakopoulos, développer les affaires entre ces différentes PME.

M. Bernard Brunet, premier secrétaire à la délégation de la Commission européenne à Tunis, a qualifié d'exemplaire le projet Smité dont le coût s'élève à 60 millions d'euros s'étalant sur 9 ans qui contribue à l'accélération du développement dans les pays partenaires de l'UE, donner un élan à la société d'information à travers l'intégration des nouvelles technologies dans ces pays, véhiculer les bonnes pratiques de production et développer la coopération régionale grâce à la mise en place d'un réseau du point de contact entre les différentes PME.

Exposant les différents objectifs de Smité, M. Fadhel Zerelli, directeur général de l'API, a indiqué que l'API a été retenue comme point focal du projet, l'objectif étant de véhiculer les bonnes pratiques de production et de gestion que doivent adopter les PME tunisiennes.

De son côté, M. Hechmi Chérif, représentant de l'Ulica, a fait observer que

Smité contribuera au renouvellement des méthodes de production au sein des entreprises, participera à la sauvegarde de l'environnement et assurer la survie de l'entreprise.

20.000 sites Internet

La clôture des travaux a été présidée par M. Sadek Korbi, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Technologie, chargé de la Recherche scientifique et de la Technologie.

Le secrétaire d'État a rappelé, à cette occasion, le vaste programme d'ajustement structurel et de mise à niveau de l'entreprise tunisienne ayant touché près de 2.000 opérateurs industriels ainsi que toutes les réformes relatives aux secteurs bancaire, fiscal et d'investissement pour offrir les meilleurs adjuvants à l'essor de l'entreprise.

La Tunisie, a-t-il indiqué, accorde un intérêt particulier aux différents programmes communautaires, notamment le programme de modernisation de l'industrie afin de se rapprocher des indicateurs des pays les plus avancés et de réduire l'écart technologique entre les pays du Nord et du Sud.

Dans ce contexte, M. Korbi a souligné que les partenaires européens peuvent apporter leur contribution concrète à la mise à niveau du système de recherche-développement en Tunisie par la modernisation des équipements de laboratoires, la liaison des centres de recherche aux réseaux européens et la confortation des formations doctorales tunisiennes.

Il a évoqué l'augmentation, d'ici à 2006, des sites Internet tunisiens pour atteindre 20.000, les abonnements à Internet seront quadruplés, passant de 500.000 à deux millions ainsi que l'effectif des étudiants en informatique et télécommunications qui est près de 24.000 actuellement.

PME - Environnement

Le SMITE ou le système d'information interactif

Amélioration du taux de raccordement au réseau public d'assainissement pour atteindre 87 % en 2006 contre 82 % en 2001

La première campagne d'information sur le projet euro-méditerranéen SMITE, nouvel outil de gestion de l'environnement des entreprises par Internet, a démarré, hier, à Tunis, à l'initiative de la délégation de la commission européenne à Tunis, de l'Agence de Promotion de l'Industrie (API) et de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA).

Le projet SMITE a pour objectif d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) des 9 pays associés au programme MEDA (Tunisie, Syrie, Liban, Egypte, Jordanie, Palestine, Malte, Chypre et Turquie) à identifier, d'abord, leurs besoins dans le domaine de la gestion de l'environnement et à adopter, ensuite, des technologies appropriées devant les aider à améliorer leur compétitivité.

L'ultime objectif de SMITE vise à développer à travers Internet un réseau méditerranéen de PME dans le domaine de la gestion de l'environnement, et ce, par le biais d'un nœud informationnel basé sur le web pour trois secteurs clés à savoir l'agroalimentaire, le textile et l'hôtellerie

Approche innovatrice

Ouvrant les travaux de cette journée, M. Moneef Ben Abdallah, ministre de l'Industrie et de l'Energie, a relevé que le projet SMITE, illustre l'approche innovatrice, puisqu'il fournit à l'entreprise l'information et l'assistance en matière environnementale en se basant sur un système d'information interactif et multimedia via Internet.

L'ambition de la Tunisie, a indiqué le ministre, est d'orienter l'entreprise vers une démarche de qualité totale qui intègre la certification ISO 14000 et l'accréditation.

Dans ce contexte, M. Ben Abdallah a mis l'accent sur la prise en compte des standards environnementaux en Tunisie qui constituent un outil nécessaire pour gagner le pari de la compétitivité. Le principe de base de la stratégie tunisienne

de développement est d'intensifier la participation de toutes les parties concernées à la préservation de l'environnement qui doit se faire à tous les niveaux et par la diffusion d'une véritable culture environnementale. Il a par ailleurs mis en exergue l'importance de la sensibilisation de l'entreprise à la dimension environnementale dans la recherche de la compétitivité rappelant la convergence inévitable entre le développement durable et l'innovation.

Quant au train de mesures adoptées par la Tunisie, il sera poursuivi et orienté, a indiqué le ministre, vers des solutions aux problèmes que posent les pôles industriels et l'assurance d'une meilleure gestion de toutes les formes de déchets, et ce, par le recyclage des déchets, l'application des principes "pollueur-payeur" et "producteur-récupérateur", la maîtrise des déchets dangereux et l'adoption d'une meilleure vision des procédures de fabrication, de distribution et de consommation pour limiter les produits générant des déchets pendant et après leur utilisation.

Au niveau de l'assainissement et du traitement des eaux usées, l'action vise l'amélioration du taux de raccordement au réseau public d'assainissement pour atteindre 87 % en 2006 contre 82 % en 2001, a ajouté, M. Ben Abdallah.

D'autre part, le projet initié avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources hydrauliques et l'appui de la GTZ qui porte sur la mise à niveau des entreprises en prenant en compte les exigences environnementales permettra d'intégrer l'outil gestion environnementale dans la conception, la production et les services ainsi que la formation d'une expertise nationale dans le domaine de l'environnement.

Production propre

De son côté, M. Dionysis Assinacopoulos, coordinateur du projet SMITE, a mis l'accent sur l'importance de la protection de l'environnement qui demeure une priorité pour les gouvernements européens et leurs partenaires dans la rive sud de la Méditerranée ainsi que pour les communautés

et les consommateurs.

Les PME ne sont pas exclues de cette démarche, a poursuivi M. Assinacopoulos, puisqu'elles sont appelées à améliorer leur compétitivité sans nuire à l'environnement. Dans le but d'inciter les PME à adopter une gestion de l'environnement qui peut sembler coûteuse pour certains, la Commission européenne a mis en place avec la collaboration de trois pays européens (Grèce, Allemagne et Danemark) et 9 autres de la région MEDA (dont la Tunisie) le projet SMITE afin d'aider les PME à introduire des pratiques de production propre.

Le nœud informationnel basé sur le web regroupant les PME des différents pays partenaires saura, a relevé M. Assinacopoulos, développer les affaires entre ces différentes PME.

M. Bernard Brunet, premier secrétaire à la délégation de la Commission européenne à Tunis, a qualifié d'exemplaire le projet SMITE dont le coût s'élève à 65 millions d'euros s'étalant sur 9 ans qui contribue à accélérer le développement dans les pays partenaires de l'UE, donner un élan à la société d'information à travers l'intégration des nouvelles technologies dans ces pays, véhiculer les bonnes pratiques de production et développer la coopération régionale grâce à la mise en place d'un réseau de point de contact entre les différentes PME.

Exposant les différents objectifs de SMITE, M. Adel Zerelli, directeur général de l'API, a indiqué que l'API a été retenu comme point focal du projet, l'objectif étant de véhiculer les bonnes pratiques de production et de gestion que doivent adopter les PME tunisiennes.

De son côté, M. Hechmi Cherif représentant de l'UTICA a fait observer que SMITE contribuera au renouvellement des méthodes de production au sein des entreprises, participera à la sauvegarde de l'environnement et assurera la survie de l'entreprise.

Objectif: orienter l'entreprise vers une démarche de qualité totale

La première campagne d'information sur le projet euro-méditerranéen SMITE, nouvel outil de gestion de l'environnement des entreprises par Internet, a démarré, hier matin, à Tunis, à l'initiative de la délégation de la Commission européenne à Tunis, de l'Agence de promotion de l'industrie (API) et de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA).

Le projet SMITE a pour objectif d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) des neuf pays associés au programme MEDA (Tunisie, Syrie, Liban, Egypte, Jordanie, Palestine, Malte, Chypre et Turquie) à identifier, d'abord, leurs besoins dans le domaine de la gestion de l'environnement et à adopter, ensuite, des technologies appropriées devant les aider à améliorer leur compétitivité.

L'ultime objectif de SMITE vise à développer à travers Internet un réseau méditerranéen de PME dans le domaine de la gestion de l'environnement, et ce, par le biais d'un outil informationnel basé sur le web pour trois secteurs clés à savoir l'agroalimentaire, le textile et l'habillement.

Ouvrant les travaux de cette journée, M. Moncef Ben Abdallah, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, a relevé que le projet SMITE illustre l'approche innovatrice, puisqu'il fournit à l'entreprise l'information et l'assistance en matière environnementale en se basant sur un système d'information interactif et multimédia via Internet.

L'ambition de la Tunisie, a indiqué le ministre, est d'orienter l'entreprise vers une démarche de qualité totale qui intègre la certification ISO 14000 et l'accréditation.

Dans ce contexte, M. Ben Abdallah a mis l'accent sur la prise en compte des standards environnementaux en Tunisie qui constitue un outil nécessaire pour gagner le pari de la compétitivité. Le principe de base de la stratégie tunisienne de développement est d'implémenter la participation de toutes les parties concernées à la préservation de l'environnement qui doit se faire à tous les niveaux et par la diffusion d'une véritable culture environnementale, a dit le ministre.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie a mis en exergue l'importance de la sensibilisation de l'entreprise à la dimension environnementale dans la recherche de la compétitivité rappelant la convergence inévitable entre le développement durable et l'innovation.

Quant au train de mesures adoptées par la Tunisie, il sera poursuivi et orienté, a indiqué le ministre, vers des solutions aux problèmes que posent les pôles industriels et l'assurance d'une meilleure gestion de toutes les formes de déchets, et ce, par le recyclage des déchets, l'application des principes «pollueur-payeur» et «producteur-récupérateur», la maîtrise des déchets dangereux et l'adoption d'une meilleure vision des procédures de fabrication, de distribution et de consommation pour limiter les produits générant des déchets pendant et après leur utilisation.

au niveau de l'assainissement et du traitement des eaux usées, l'action vise l'amélioration du taux de raccordement au réseau public d'assainissement pour atteindre 87% en 2006 contre 82% en 2001, a ajouté M. Ben Abdallah.

D'autre part, le projet initié avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources hydrauliques et l'appui de la GTZ qui porte sur la mise à niveau des entreprises en prenant en compte les exigences environnementales permettra d'intégrer l'outil gestion environnementale dans la conception, la production et les services ainsi que la formation d'une expertise nationale dans le domaine de l'environnement.

De son côté, M. Dionysios Assimakopoulos, coordinateur du projet SMITE a mis l'accent sur l'importance de la protection de l'environnement qui demeure une priorité pour les gouvernements européens et leurs partenaires dans la rive Sud de la Méditerranée ainsi que pour les communautés et les consommateurs.

Les PME ne sont pas exclues de cette démarche, a précisé M. Assimakopoulos, puisqu'elles sont appelées à améliorer leur compétitivité sans nuire à l'environnement. Dans le but d'inciter les PME à adopter une gestion de l'environnement qui peut sembler coûteuse pour certains, la commission européenne a mis en place avec la collaboration de trois pays européens (Grèce, Allemagne et Danemark) et 9 autres de la région MEDA (dont la

Tunisie) le projet SMITE afin d'aider les PME à introduire des pratiques de production propre.

Le réseau informationnel basé sur le web regroupant les PME des différents pays partenaires saura, a relevé M. Assimakopoulos, développer les affaires entre ces différentes PME.

M. Bernard Belmont, premier secrétaire à la délégation de la Commission européenne à Tunis, a qualifié d'exemplaire le projet SMITE dont le coût s'élève à 65 millions d'euros s'étalant sur 9 ans) qui contribuera à l'accélération du développement dans les pays partenaires de l'UE, former un élan à la société d'information à travers l'intégration des nouvelles technologies dans ces pays, véhiculer les bonnes pratiques de production et développer la coopération régionale grâce à la mise en place d'un réseau du point de contact entre les différentes PME.

Exposant les différents objectifs de SMITE, M. Fadiel Zerelli, directeur général de l'API, a indiqué que l'API a été retenue comme point focal du projet, l'objectif étant de véhiculer les bonnes pratiques de production et de gestion que doivent adopter les PME tunisiennes.

De son côté, M. Hechmi Chérif représentant de l'UTICA a fait observer que SMITE contribuera au renouvellement des méthodes de production au sein des entreprises, participer à la surveillance de l'environnement et assurer la survie de l'entreprise. (TAP)

Un nouvel outil de gestion de l'environnement des entreprises par Internet

M. Sadok Korbi, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Technologie, chargé de la recherche scientifique et de la technologie a présidé hier après-midi à Tunis la clôture des travaux de la première campagne d'information sur le projet SMITE, nouvel outil de gestion de l'enseignement des entreprises par Internet.

Le secrétaire d'Etat a rappelé, à cette occasion, le vaste programme d'ajustement structurel et de mise à niveau de l'entreprise tunisienne, ayant touché près de 2000 entrepreneurs industriels ainsi que toutes les réformes relatives aux secteurs bancaire, fiscal et d'investissement pour offrir les meilleurs adjuvants à l'essor de l'entreprise.

La Tunisie, a-t-il indiqué, accorde un intérêt particulier aux différents programmes communautaires notamment le programme de modernisation de l'industrie afin de se rapprocher des indicateurs des pays les plus avancés et de réduire l'écart technologique entre les pays du Nord et du Sud.

Dans ce contexte, M. Korbi a souligné que les partenaires européens peuvent apporter leur contri-

bution concrète à la mise à niveau du système de recherche-développement en Tunisie par la modernisation des équipements de laboratoires, la liaison des centres de recherche aux réseaux européens et la confortation des formations doctorales tunisiennes.

L'innovation technologique occupe une place déterminante dans les universités et les centres de recherches scientifique d'où l'importance de la formation des compétences qualifiées en ingénierie et informatique, a encore dit le secrétaire d'Etat.

Il a évoqué l'augmentation d'ici à 2006, des sites Internet tunisiens pour atteindre les 20 mille, les abonnements en Internet qui seront quadruplés passant de 500 mille à deux millions ainsi que l'effectif des étudiants en informatique et télécommunications qui est de près de 24 mille actuellement.

Le projet SMITE permettra de faire contribuer les nouvelles technologies de la communication et de l'information à la gestion de l'environnement et leur utilisation au sein des petites et moyennes entreprises dans une optique de développement durable.

La gestion de l'environnement à travers Internet

- *Première campagne
de sensibilisation
à Tunis.*

Le projet Smite est un projet Eumedis initié par l'Union européenne avec la participation de plusieurs pays : Tunisie, Syrie, Liban, Jordanie, Egypte, Palestine, Malte, Turquie, Chypre, Grèce, Allemagne et Danemark. L'Agence de promotion de l'industrie a été retenue comme point focal du projet.

L'objectif du projet est le développement à travers Internet d'un réseau méditerranéen de PME dans le domaine de la gestion de l'environnement couvrant 3 secteurs : l'agroalimentaire, le textile et l'hôtellerie.

Un système d'information interactif et multimédia en plusieurs langues via Internet fournira aux PME des outils récents et des accès à des informations personnalisées sur la performance environnementale pour leurs besoins spécifiques.

Ce système permet aux entreprises d'effectuer à travers Internet des diagnostics sur leurs performances environnementales en vue d'améliorer leur compétitivité et leur image de marque en procédant aux bonnes pratiques de la gestion environnementale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du système, l'Agence de promotion de l'industrie organisera demain, jeudi 5 juin 2003 avec la collaboration de l'Utica, du secrétariat d'Etat à la Recherche scientifique et à la Technologie, de l'Union européenne, de l'Université nationale technologique d'Athènes et du bureau d'études GIS une journée d'information sur le projet Smite. Cette journée qui coïncidera avec la Journée mondiale de l'environnement, aura lieu dans un hôtel à Tunis et sera présidée par M. Moncef Ben Abdallah, ministre de l'Industrie et de l'Energie, et clôturée par M. Sadok Korbi, secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et à la Technologie.

Le professeur Dionysis Assimakopoulos de l'Université d'Athènes présentera, avec étude de cas, la structure générale et les modules du projet. Le D^r Anders Lunggaard-Jensen du Danemark interviendra pour le benchmarking et la performance environnementale. Le D^r Thieswittig d'Allemagne présentera, quant à lui, les attentes et les solutions pour Smite.

Modernisation industrielle et compétitivité

Une nouvelle étape commence

Le séminaire itinérant sur le thème «Compétitivité et modernisation : quels outils pour réussir ?» a atteint hier sa dernière étape à Nabeul après une tournée dans les gouvernorats de Sousse, Sfax, Gabès, Béja et Bizerte.

Sur initiative du ministère de l'Industrie et de l'Energie, et de la délégation de la Commission européenne en Tunisie, le séminaire, dont le coup d'envoi a été donné en février 2003, marque la fin du programme Euro-Tunisie-Entreprise (ETE), prévue pour fin juin et le démarrage du nouveau programme de modernisation industrielle (PMI), à partir du mois de juillet.

Le principal objectif d'une telle tournée à travers les régions industrielles de la République consiste en la vulgarisation des opportunités de financement offertes aux entreprises permettant de les assister pour moderniser leurs systèmes de production et relever les défis de l'ouverture dans les meilleures conditions.

23 études sectorielles

Le programme ETE a été lancé depuis 1996, grâce à un don de l'Union européenne de 20 millions d'euros pour financer des interventions en faveur des entreprises tunisiennes et aux organismes d'appui dans le cadre du programme national de mise à niveau. Au terme de ce programme, on affiche un bilan de 23 études sectorielles de positionnement stratégique, 500 diagnostics permettant la préparation de 485 plans de mise à niveau et 18.381 heures d'expertise, dont 50% sont tunisiennes.

«L'assistance fournie dans le cadre du programme ETE a permis de moderniser la production, de comprimer les coûts et d'augmenter le chiffre d'affaires à l'intérieur comme à l'extérieur du pays», témoigne M. Mohamed Jaziri, directeur d'une usine de la région de Nabeul, présent au séminaire.

Au total, 700 entreprises et 24 structures d'appui ont pu bénéficier de l'intervention d'ETE. Ce chiffre est, par ailleurs, appelé à augmenter avec le démarrage imminent du programme de modernisation industrielle (PMI), dont le budget s'élève à 50 millions d'euros sur une période qui s'étale de 2003 à 2008.

Avant l'ultime échéance

Le nouveau programme qui prend donc la relève d'ETE revêt une importance capitale, de par l'importance du capital mobilisé, mais aussi parce qu'il s'agit du dernier programme d'appui aux secteurs productifs tunisiens, avant l'ultime échéance 2008, où le libre-échange sera total avec l'Union européenne, qui abrite des entreprises et des marques de renommée internationale et face auxquelles la concurrence ne serait sans doute pas facile...

Ainsi, le programme PMI a été destiné aux PME dans les différents secteurs de production. Ses objectifs, tels que analysés lors du séminaire itinérant par M. Slaheddine Hamdi, directeur général des stratégies industrielles au ministère de l'Industrie et de l'Energie, reposent sur quatre éléments, à savoir :

- la modernisation de l'industrie tunisienne,
- la promotion de la qualité,
- le respect des normes et de la propriété industrielle, et le développement des petites et moyennes industries par la facilitation d'accès aux sources de financement.

Plusieurs prestations sont, par ailleurs, prévues : assistance technique, formation, études et diagnostics, soutien à la création d'entreprises en plus d'un système d'information moderne et actualisé sur les différents moyens de financement.

L.B.A.

AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DE L'ENTREPRISE

Un nouveau programme de modernisation industrielle sur cinq ans

Un séminaire sur l'amélioration de la compétitivité et la modernisation de l'entreprise organisé conjointement par le ministère de l'Industrie et de l'Énergie et la délégation de la commission de l'Union européenne à Tunis s'est tenu, hier, à Nabeul, avec la participation d'industriels opérant dans ce gouvernorat et les représentants de plusieurs structures concernées.

Cette manifestation a été l'occasion de faire connaître les résultats enregistrés dans le cadre du programme de promotion du secteur privé à travers les interventions du centre d'affaires tuniso-européen «*Europe-Tunisie-entreprise*» (ETE) et de présenter le nouveau programme de modernisation industrielle (PMI) qui sera réalisé au cours de la période 2003-2008.

M. Staheddine Hamdi, directeur général des stratégies industrielles, a indiqué que la mise en œuvre du programme de promotion industrielle démarrera bientôt dans le cadre du partenariat avec l'Union européenne,

Ce programme, a-t-il expliqué, vise à soutenir les efforts du gouvernement en matière de renforcement de la compétitivité, d'amélioration de la qualité et d'incitation à la créativité dans le secteur industriel.

Le coût du programme de modernisation industrielle (juillet 2003-2008) est estimé à 50 millions d'euros octroyés par l'Union européenne à titre de don.

Les interventions du programme bénéficieront aux petites et moyennes entreprises et auront pour objectif d'encourager la créativité et les initiatives innovantes, de promouvoir la qualité et la propriété industrielle et de soutenir les petites et moyennes entreprises. Auparavant, M. Raffaele Boldracchi, directeur de l'assistance technique au centre ETE, avait donné un aperçu des interventions du centre ETE en Tunisie.

A signaler, à cet égard, qu'un budget de 20 millions d'euros a été alloué à cette structure qui a axé ses efforts, dans le cadre de la mise à niveau, sur le volet immatériel en assurant la for-

mation au profit de 700 entreprises et 24 structures d'appui.

Ces interventions réalisées à court terme par des experts tunisiens et européens, ont permis d'élaborer 23 études de positionnement stratégique sectorielles et de mettre au point 485 plans de mise à niveau dont 30% ont été concrétisés.

Les interventions du centre ont permis, par ailleurs, d'introduire le système HACCP (sécurité alimentaire) au niveau de la production et de la transformation de produits agricoles au profit de 30 entreprises opérant dans l'agroalimentaire et d'améliorer la qualité des produits de 100 entreprises.

Le centre ETE a joué également un rôle important dans le soutien des structures d'appui à travers l'assistance technique et la formation pour ce qui est des centres techniques sectoriels, l'Agence de promotion de l'industrie, le centre d'appui à la création d'entreprises et les structures de coordination telles que les chambres de commerces et de l'industrie. (TAP)

Séminaire itinérant «Compétitivité et modernisation : quels outils pour réussir»

Le programme de modernisation industrielle prend la relève d'ETE

• Budget de 50 millions d'euros sur 5 ans (2003-2008).

Le séminaire itinérant, «Compétitivité et modernisation : quels outils pour réussir», atteint demain (jeudi) sa dernière étape. Après Sousse, Sfax, Gabès, Béja et Bizerte, c'est la ville de Nabeul qui va abriter les travaux de ce séminaire de sensibilisation.

Lancé depuis le mois de février 2003 par le ministère de l'Industrie et de l'Énergie, en collaboration avec la délégation de la Commission européenne en Tunisie, le séminaire s'articule autour de deux axes majeurs, à savoir les résultats du programme Tunisie-Euro-Entreprise (ETE) et le nouveau programme de modernisation industrielle qui prendra la relève.

Depuis 1996, les entreprises tunisiennes ont bénéficié d'un don de l'Union européenne de 20 millions d'euros. Cette somme a été consacrée pour leur soutien dans le cadre du programme de mise à niveau. Le nouveau programme (PMI), qui prendra la relève d'ETE, s'inscrit, lui aussi, dans le cadre de la mise à niveau.

	Régime exportateur		Régime non tot. export.		Total	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
Industrie agroalimentaire	21	3.370	110	8.211	131	11.581
Industries des matériaux de construction céramique et verre	6	162	63	3.741	69	3.903
Industries mécaniques et métallurgiques	4	194	36	2.026	40	2.220
Industries électriques, électroniques et de l'électroménager	37	3.671	17	1.660	54	5.331
Industries chimiques	10	681	23	869	33	1.550
Industries textiles et habillement	118	24.190	12	714	230	24.904
Industries du bois, du liège et de l'ameublement	7	204	12	396	19	600
Industries du cuir et de la chaussure	73	6.957	12	839	85	7.796
Industries diverses	7	653	14	762	21	1.415
Sous - total Nabeul	383	40.082	299	19.218	682	59.300

Le tissu industriel de Nabeul : répartition des entreprises par secteurs et par régimes

Avec un budget total de 50 millions d'euros, le PMI s'étalera sur une période de 5 ans (2003-2008) et sera consacré au développement intégré et à la modernisation du secteur privé tunisien. Il est par ailleurs destiné à tous

les domaines industriels capables de démontrer un potentiel de croissance et d'innovation. Les services liés à l'industrie sont également concernés.

Le programme du séminaire comprend des interventions de représen-

tants de la Commission européenne, du ministère de l'Industrie et de l'Énergie et de bénéficiaires du programme ETE, considérées comme des témoignages.

L.B.A.

Etude sur la stratégie de l'emploi en Tunisie

L'emploi sous les feux de la rampe

Problématique capitale, voire vitale pour la Tunisie, l'emploi se trouve au cœur du Xème plan de développement économique et social (2002/2006), qui consacre l'emploi comme la priorité absolue de la présente étape conformément au programme présidentiel d'avenir dont il constitue la première priorité. Une priorité dictée par les choix stratégiques de la Tunisie de l'Ere nouvelle fondés sur la complémentarité entre le développement économique et la promotion sociale. Partant du principe que le chômage est une maladie pernicieuse de la société et que la Tunisie s'est engagée, de longue date, en faveur du développement social, il fallait en établir un diagnostic exact afin de résoudre au mieux le problème de l'emploi et réduire le taux du chômage, situé actuellement autour de 15%.

Consciente des défis qui lui sont imposés et qu'elle est tenue de rele-

ver, la Tunisie a engagé une étude exhaustive et analytique de la situation actuelle de l'emploi et du chômage. Une étude dont la réalisation a été confiée à d'éminents experts de la Banque Mondiale qui viennent d'en achever le diagnostic préliminaire et de dégager les principaux résultats. Ces résultats ont été largement débattus lors de la première journée d'étude sur la stratégie de l'emploi en Tunisie, organisée hier, par le Ministère de l'Emploi, à l'Institut National de Pédagogie et de Formation Agricole Continue (INP-FAC), à Sidi Thabet.

«Un problème bien posé est un problème mieux résolu», devait déclarer en substance M. Chadli Laroussi, ministre de l'Emploi, en inaugurant les journées d'études sur la stratégie de l'emploi en Tunisie.

(SUITE EN PAGE 7)

Insaï Boughdiri

L'emploi sous les feux de la rampe

(SUITE DE LA PAGE 1)

Les deux journées réservées à la présentation et au débat des résultats préliminaires de l'étude effectuée par la Banque Mondiale, sont une excellente opportunité pour engager une profonde réflexion, sur la base du diagnostic réalisé, et d'en dégager des propositions et des recommandations concrètes dont l'objectif est de donner les décideurs politiques des outils nécessaires à la prise de décision et à la résolution du problème.

Dégager des propositions efficaces

M. Chadi Laroussi n'a pas manqué de rappeler que l'étude s'inscrit dans le cadre d'une priorité nationale, « le pacte de l'emploi ». Un défi qui exige un suivi de très près, d'où la nécessité d'avoir un diagnostic le plus proche possible de la réalité.

L'étude sur la stratégie de l'emploi en Tunisie se déroule à un moment où la Tunisie s'active à mettre en œuvre des réformes économiques, financières et sociales initiées depuis une quinzaine d'années et à améliorer leurs contenus. De ce point de vue, les options politiques et les propositions formulées par l'étude, notamment celles visant à lever certaines contraintes et à dessiner les contours d'une politique de l'emploi encore plus riche et plus efficiente, s'inscrivent pleinement dans le contexte tunisien, marqué par de nombreux acquis, mais également par de nombreux défis liés à une plus grande ouverture du pays sur l'économie internationale au cours des prochaines années.

« De multiples défis, explique le ministre, qui exigent de nous plus d'effort en vue de garantir une croissance saine, équilibrée et riche en emplois, un fonctionnement du marché du travail plus fluide et une politique active de l'emploi encore mieux ciblée et plus efficiente ».

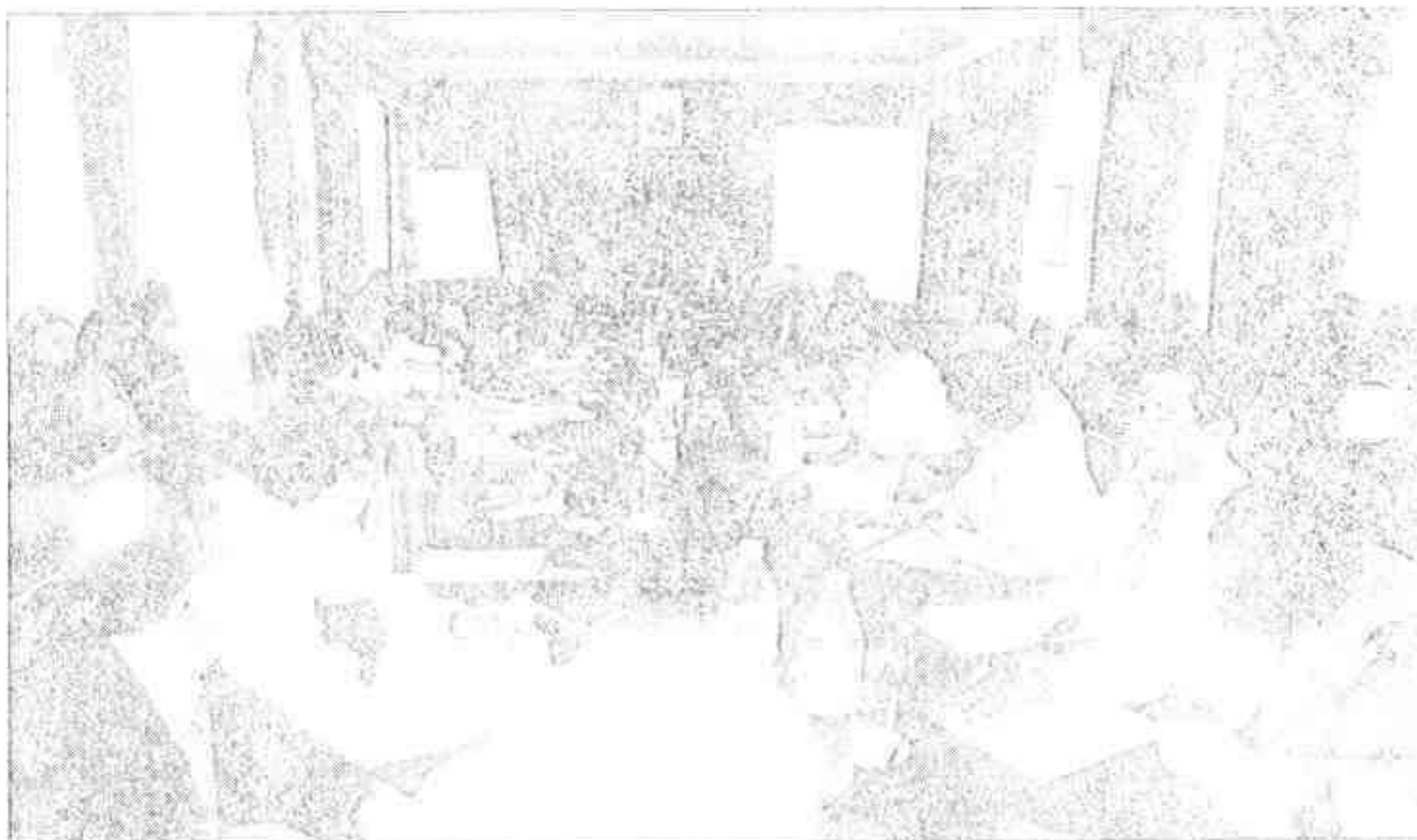
L'ensemble de ces objectifs convergent vers deux objectifs majeurs. D'abord, la modernisation des entreprises tunisiennes et le renforcement de leur compétitivité au double niveau local et international ainsi que l'impulsion de la création de PME.

Ensuite, les options visent à faciliter l'insertion des sans-travail et à faire face à un accroissement sans précédent de la demande d'emploi et aux mutations intervenues au niveau de sa structure.

Le XI^{ème} plan de développement économique et social prévoit la création de 400 mille nouveaux emplois entre 2002/2006, soit environ 80 mille par an, contre 67 mille au cours du 9^{ème} plan, d'où l'importance considérable du défi que le pays est appelé à relever.

Adapter aux mutations internationales

Il ressort des résultats préliminaires de l'étude



que la Tunisie est consciente que pour réaliser les objectifs de création d'emplois, la stratégie générale d'emploi doit reposer sur une solide politique économique. L'essentiel est que le pays s'engage en faveur de politiques économiques favorisant des marchés de produits compétitifs et une croissance induite par le secteur privé.

Un secteur appelé, plus que jamais, à assurer un rôle plus important et plus efficace en matière de création d'emplois, notamment d'emplois qualifiés.

Et pour maximiser les gains d'emplois dérivés de l'intégration économique internationale de la Tunisie, les réglementations et institutions du marché de l'emploi doivent être flexibles de sorte que les employeurs et les travailleurs puissent s'adapter aux changements intervenant dans le monde des affaires.

Autres ingrédients de la stratégie d'emploi tunisienne, proposé par les experts de la Banque Mondiale, un cadre de développement des ressources humaines qui induit une population active qualifiée et employable pour une économie libéralisée et de plus en plus sophistiquée. Pour atteindre cet objectif, il faudrait poursuivre les réformes de systèmes de l'éducation et de la formation professionnelle.

Dans tous les cas de figure, la Tunisie vise un programme cohérent à l'appui de la croissance économique, notamment dans les industries et les services à haut niveau de qualification, ainsi que l'articulation de l'efficacité, la rentabilité et la cohérence des politiques et programmes d'emploi existants.

Inzai Boughdiri

Le contenu de l'étude

L'étude réalisée par les experts de la Banque Mondiale présente une vision d'avenir et suggère des options de politique générale pour aider la Tunisie à améliorer sa stratégie de l'emploi dans le moyen terme. Le rapport aborde quatre grandes questions :

« Quelles sont les interactions entre la performance macro-économique et l'emploi ? »

« Quelles ont été les caractéristiques du marché de l'emploi au cours des années 90 (afin de guider le Gouvernement à adapter les politiques d'emploi aux besoins du marché de l'emploi) ? »

« Quelles sont les principales contraintes de politique à la création d'emploi ? »

« Dans quelle mesure les interventions publiques actuelles sur le marché de l'emploi répondent-elles aux besoins de la population active ? »

Chaque question est abordée dans un chapitre distinct, où les principaux enjeux et les options de politique générale sont mis en lumière pour être discutés avec les responsables tunisiens.

Investissements étrangers

Le fromager français Bel étend ses activités en Tunisie

Bel Tunisie, filiale du groupe fromager français Bel, réputé pour son fromage fondu «La vache qui rit», va développer durablement ses activités en Tunisie et commercialiser sur le marché tunisien ses marques les plus connues à l'échelle mondiale, a déclaré, hier à Tunis, M. Gil de Monteuil, premier responsable de Bel Tunisie.

M. de Monteuil, qui s'adressait aux journalistes dans le cadre d'une conférence de presse consacrée à la présentation des objectifs futurs de la filiale, a ajouté que la fromagerie «Bel Tunisie» vise essentiellement à accompagner le mouvement de croissance que connaît le sec-

teur fromager en Tunisie en partenariat avec la société locale de fromagerie «Sovia» et d'assurer une qualité régulière permettant à la filiale d'exporter vers d'autres pays et de s'approvisionner, ultérieurement, en matières premières auprès de fournisseurs tunisiens.

Un plan de communication promotionnel sera mis au point par la société (affiches, spots publicitaires, dépliants) en vue de mieux faire connaître ses produits de fromage fondu, lesquels sont du reste, actuellement, écoulés sur le marché tunisien.

La filiale Bel Tunisie, im-

plantée depuis octobre 2002 à Khelidia (Grand-Tunis), emploie actuellement 80 personnes et vient de porter à 16 le nombre des représentations du groupe à l'étranger (hors de France).

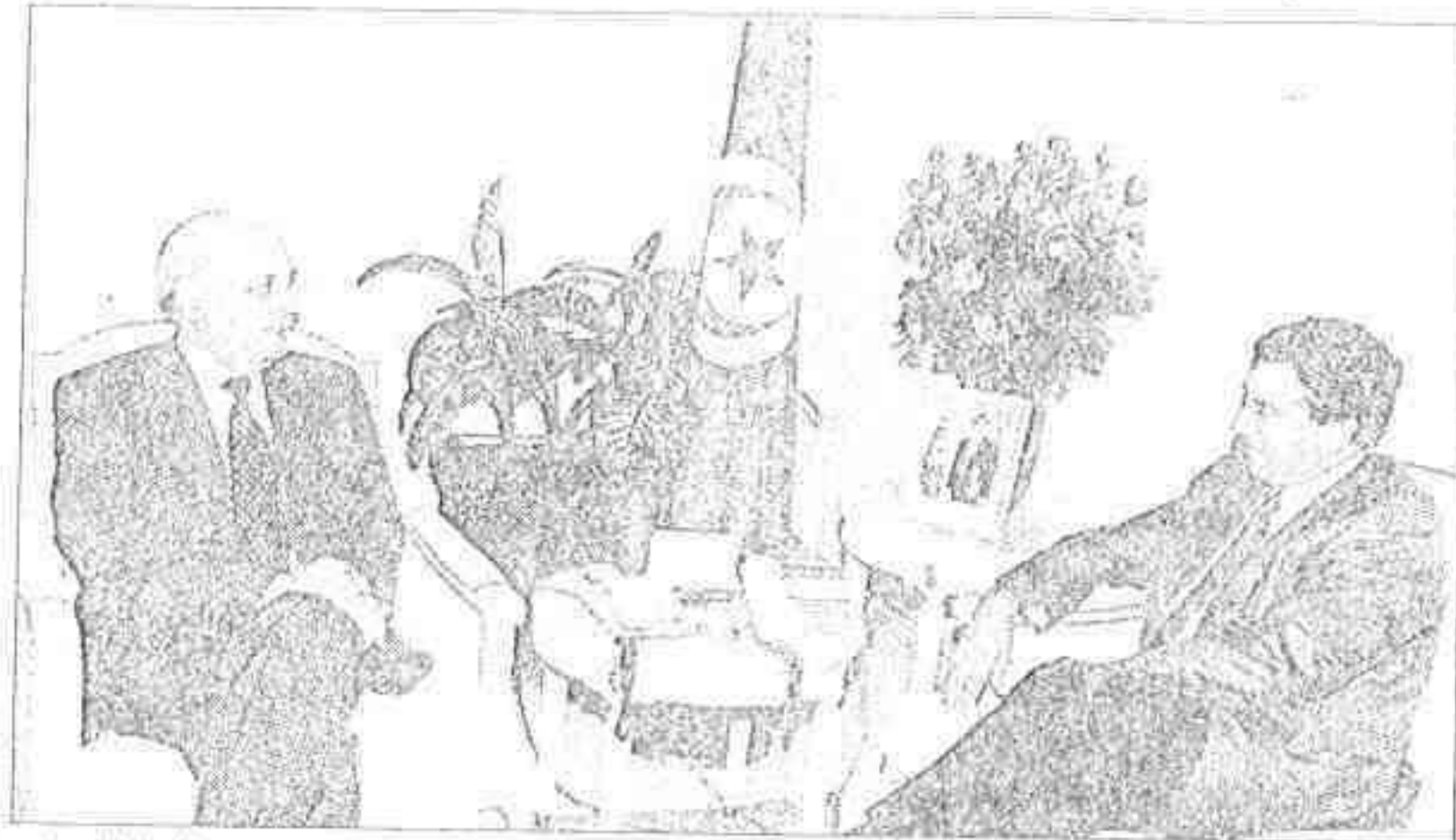
La Tunisie compte 28 unités fromagères (petites et moyennes entreprises) dont 3 spécialisées dans le fromage fondu. Les trois entreprises emploient à elles seules 592 personnes.

A signaler que le secteur des industries fromagères est réputé pour être un créneau particulièrement générateur d'emplois indirects dans les zones rurales.

UTIC-UNILEVER va développer ses investissements en Tunisie

● Le Premier ministre reçoit une délégation du Groupe

M. Mohamed Ghannouchi, Premier ministre a reçu, hier après-midi, au palais du gouvernement à la Kasbah, une délégation du groupe Utic-Unilever (Ulysse Trading And Industrial Companies) conduite par



M. Nail Fitzgerald, président d'Unilever Monde.

A l'issue de l'audience, M. François Machenaud, directeur général du Groupe Utic-Unilever et président de la zone UNA (Union du Maghreb Arabe), a déclaré que la rencontre a permis de passer en revue les activités du groupe en général et dans la région en particulier, ainsi que les investissements qu'il a réalisés et ses futurs

projets d'investissement.

Il a souligné la volonté du groupe de développer ses investissements en Tunisie dans les différentes activités et en particulier dans le secteur alimentaire, précisant que d'importants efforts en matière d'investissement seront consentis par le Groupe, au cours des prochaines années, en Tunisie. (TAP)

Réaménagement de la zone industrielle de Mahdia

Le réaménagement de la zone industrielle de Mahdia a fait l'objet d'une séance de travail tenue récemment au siège du gouvernorat, en présence du comité du Groupement de maintenance et de gestion (GMG) de la zone ainsi que des représentants des administrations et des services concernés.

Les actions entreprises en prévision de la mise à niveau de la zone qui est la plus ancienne de la région, son aménagement par l'Agence foncière industrielle (AFI) datant de 1977, ont été, à cette occasion, passées en revue.

Elles ont porté sur la création du GMG, l'assainissement du dossier foncier en vue de la remise de leurs titres de propriété aux acquéreurs des lots et sur la solution du problème de l'évacuation des eaux usées de la zone dont le raccordement des unités industrielles au réseau de l'Onas est devenu possible.

Il a été d'autre part convenu de la stratégie d'action à adopter en vue de hâter la procédure de réaménagement de la zone, projet dont la réalisation est prévue en 2004, moyennant un crédit de 700.000 dinars.

Cette stratégie comporte l'élaboration d'une étude, à la charge de l'AFI, concernant la mise à niveau de la zone, l'invitation des propriétaires des lots encore inexploités à hâter l'exécution de leurs projets sous peine de voir leurs contrats résiliés, l'octroi par la municipalité d'autorisations de bâtir pour tous les projets dont les études d'impact sont approuvées par l'Agence nationale de protection de l'environnement (ANPE), la zone étant située dans le périmètre d'aménagement et de valorisation de Sebket Ben Ghayadha, outre l'organisation d'une campagne promotionnelle concernant les lots qui sont encore invendus.

Le gouverneur devait inviter l'administration et le comité du GMG à faire preuve de plus de détermination et de davantage de coordination en vue du démarrage des travaux de réaménagement de la zone dans les délais impartis afin qu'elle joue pleinement son rôle quant à la promotion de l'investissement et de l'emploi.